

250 manifestants pour soutenir le développement de l'agriculture biologique en Bretagne

# Investissons dans la bio !

Ce mercredi 8 novembre, **250 personnes ont manifesté à Rennes** pour soutenir le développement de l'agriculture biologique en Bretagne. Dans les rangs, des agriculteurs biologiques, à l'initiative du mouvement, mais également des consommateurs et des associations environnementalistes. Tous étaient là pour porter un message : « **C'est le moment pour les pouvoirs publics d'investir dans la bio !** »

Au niveau national, en refusant aux régions les 400 millions d'euros de fonds européens nécessaires au paiement des aides bio sur les 3 prochaines années et en supprimant le financement national des aides dites « au maintien », le ministère de l'Agriculture installe une nouvelle **situation d'insécurité financière pour les producteurs bio**.

Alors que la bio connaît une croissance record, qu'elle est **plébiscitée** par les consommateurs, le réseau des agriculteurs biologiques demande aux pouvoirs publics d'investir dans une agriculture d'avenir, créatrice d'emploi, au service de l'environnement et des territoires.

Pour Julien Sauvée, vice-président de la FRAB, cela passe par une **politique ambitieuse de développement de la bio**. « Il serait incompréhensible que ce soit à ce moment précis qu'on arrête de soutenir la bio. Nous demandons un objectif de **20% des surfaces agricoles en bio en 2022**. Il est également nécessaire d'**aider la structuration des filières**, qui ne doivent pas être orientées par la seule loi du marché », a-t-il rappelé.

Le réseau des agriculteurs bio demande également **la reconnaissance des services environnementaux et sociétaux** rendus par l'agriculture biologique, en trouvant rapidement des solutions pour financer les aides à la bio ; ainsi que **l'activation régionale rapide des 200 millions d'euros** annoncés par le président Emmanuel Macron pour la rémunération des services environnementaux et des fonds transférés depuis le premier pilier.

Les dynamiques de conversion, d'installation et de consommation ne demandent qu'à être pérennisées. Pour cela, il faut un investissement durable des pouvoirs publics et politiques.

---

## Contacts Presse :

Antoine Besnard (chargé de communication FRAB)

02.99.77.36.77 - a.besnard@agrobio-bretagne.org

